

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs les agents municipaux,

Chères Saint-Loupiennes, chers Saint-Loupiens,

Merci d'avoir répondu présents à cet appel au rassemblement.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour dire non aux violences, aux saccages et aux pillages qui ont marqué la journée de samedi.

Alors que de nombreux concitoyens manifestaient pour exprimer un profond malaise social et porter leurs revendications, des groupes violents se sont livrés à des exactions d'une extrême gravité. Des bâtiments publics ont été attaqués, des commerces pillés, des forces de l'ordre menacées et violentées.

Rien ne saurait justifier de tels actes.

Il est de notre devoir de témoigner de notre solidarité sans réserve aux villes qui ont été le théâtre de ces scènes inqualifiables. Je pense particulièrement aux habitants de Limoges, qui ont vu leur mairie, leur maison commune, ravagée par les flammes. Je pense aux habitants dont les quartiers ont été saccagés, aux commerçants injustement pris pour cibles, à toutes celles et ceux qui ont subi ces violences, et en premier lieu nos forces de l'ordre et de secours. Je pense aussi aux jeunes manifestants blessés, mutilés, dans le cadre d'affrontements qui devraient n'avoir rien d'inévitable. Ils sont également des victimes de la violence qui méritent notre attention.

Je voudrais que nous prenions la mesure de ce qui se joue.

Ce déferlement de violence survient alors que, depuis plusieurs semaines, un mouvement de lycéens s'est engagé dans une contestation de notre système scolaire, de leurs conditions d'études et, bien au-delà, de la place que notre société laisse à sa jeunesse.

Il n'y a pas de lycée sur la commune de Saint-Leu-La-Forêt. Nos jeunes fréquentent les établissements des communes voisines, et ils ont assisté, pour certains participé, à ce mouvement qui a occasionné des débordements et des dégradations, notamment à Taverny. Leurs interrogations, leurs colères, ne s'arrêtent pas aux limites de notre commune. Elles nous concernent directement.

On peut considérer que leurs revendications sont infondées. On peut penser qu'ils se trompent en voulant transformer notre modèle. On peut, et l'on doit, opposer une autorité ferme aux débordements qui accompagnent leur

mouvement, parce que certains comportements sont inacceptables en eux-mêmes, parce qu'ils mettent des personnes en danger et portent atteinte aux droits des autres. Parce que ces jeunes se mettent eux-mêmes en danger.

Cela ne nous dispense pas d'entendre ce qui s'exprime.

Je veux le dire ici : la responsabilité de notre génération d'adultes à l'égard de la jeune génération est immense.

Les saccages de ce week-end sont particulièrement inquiétants parce qu'ils viennent s'insinuer dans un mouvement de contestation, parce qu'ils cherchent à se présenter comme les alliés de ceux qui veulent faire bouger les lignes.

Les injonctions à choisir son camp, les discours qui somment chacun de se définir ou bien en cautionnant les violences, ou bien en disqualifiant les mouvements de contestation, sont un poison pour notre République et notre démocratie.

Je refuse cette alternative.

On ne défend pas les revendications d'un mouvement en acceptant qu'on brûle une mairie ou qu'on pille un commerce. On ne défend pas davantage la République en faisant des violences de quelques-uns le procès de tous ceux qui contestent.

Et je veux partager avec vous une inquiétude plus profonde encore.

Des jeunes sont aujourd'hui en danger de vouloir suivre le chemin de la violence et des saccages. Non parce que leur colère les y conduirait nécessairement, mais parce que les questions qu'ils nous posent, à nous, les adultes, risquent de ne rencontrer que deux réponses : d'un côté, une autorité qui ne saurait s'affirmer que par la force, sans prendre la peine d'entendre ; de l'autre, ceux qui excitent cette colère et voudraient faire croire que détruire et brûler sont les seuls moyens de changer les choses.

Entre ces deux impasses, que proposons-nous ?

À vous, à nous les adultes, je pose cette question : que faisons-nous pour ne pas laisser une partie de notre jeunesse se fourvoyer en dehors de notre République, jusqu'à ne plus reconnaître dans ses institutions et dans ses promesses quelque chose qui lui appartienne aussi ?

Cette question, nous devons nous la poser ici, à Saint-Leu, comme ailleurs. Nous avons la responsabilité d'offrir à nos jeunes des lieux où ils puissent se retrouver,

s'exprimer, être écoutés, prendre des initiatives. Nous avons la responsabilité de leur montrer, par nos actes, que leur parole compte, même lorsqu'elle nous dérange.

Il est temps qu'une parole responsable renoue avec cette jeunesse, que le malaise et la contestation, même radicale, trouvent un espace de dialogue et de débat.

Car l'autorité ne peut pas se réduire à l'exercice de la force. Elle suppose aussi la capacité d'être entendue, de convaincre, de faire reconnaître la légitimité de règles communes. Et cette légitimité ne se décrète pas. Elle se construit, elle s'entretient, dans la manière dont nous répondons à ceux qui nous interpellent.

Il est déjà tard, bien tard, mais il est essentiel de retrouver ce qui fait de nous un corps républicain : non pas une société unanime, débarrassée de ses désaccords, mais une société capable de les faire vivre sans se déchirer.

Alors oui, il faut mettre un terme aux violences. Il faut sanctionner fermement ceux qui agressent, détruisent et pillent. Protéger les personnes, les biens et les institutions qui appartiennent à tous.

Il faut aussi reconnaître au mouvement contestataire sa légitimité à questionner notre modèle, ses imperfections et ses injustices. Accepter que la République soit elle-même interrogée sur sa capacité à tenir les promesses qu'elle fait à sa jeunesse.

Il n'y a là aucune contradiction. Je crois même que l'une de ces exigences perd son sens si nous renonçons à l'autre.

C'est à nous toutes et tous, parents, professeurs, élus, adultes, de relever ce défi. D'entendre la colère, d'écouter le message, de le discuter et d'y répondre. De ne pas abandonner nos jeunes à ceux qui les méprisent, pas davantage qu'à ceux qui voudraient les entraîner dans la violence.

Nous grandirons collectivement en aidant nos jeunes à grandir.

Je vous remercie.